

Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires

Résolution de la 2ème coordination nationale du FUIQP des 19-20 mars 2016 à Grenoble

Réunis en coordination nationale, les comités du FUIQP de Marseille, Saint-Etienne, Grenoble, Lille et Paris ont analysé la situation politique internationale et nationale et ses effets sur les immigrations et les quartiers populaires. Il en ressort les points suivants :

Considérant

- > La poursuite et l'accélération des politiques d'agression impérialistes et de guerre au Moyen-Orient et en Afrique ;
- > Le développement toujours plus poussé des politiques économiques de pillage des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine par les grandes puissances impérialistes;
- ➤ Les conséquences de cette logique de guerre et de pillage en termes d'afflux de réfugié-e-s qui sont traités scandaleusement au mépris de tout droit humain et parqués au frontières de l'Europe dans des camps de la honte;
- > La logique ultralibérale qui produit ces guerres et ces politiques impérialistes làbas, conduit ici à des politiques d'austérité qui paupérisent et précarisent encore plus les classes populaires et en premier lieu sa partie issue des immigrations ;
- Un autre effet de cette logique est le développement par l'Etat de l'islamophobie afin de justifier la politique de guerre et de diviser les classes populaires en unissant ceux-celles qui devraient être divisé-e-s et en divisant ceux/celles qui devraient être uni-e-s;
- L'Etat d'urgence et sa prolongation, qui est un instrument d'origine coloniale est un autre outil des classes dominantes pour maintenir et renforcer la gestion coloniale des quartiers populaires et réprimer les militant-e-s et les mouvements syndicaux et sociaux.

Nous Appelons

- > A renforcer la lutte contre les guerres impérialistes et à construire un mouvement anti-guerre sur une base antiraciste, antisexiste et de classe ;
- > A la mobilisation contre les politiques de criminalisation des militant-e-s antisionistes en poursuivant les militant-e-s engagés dans la campagne BDS. Nous devons être sans faille pour soutenir ces militant-e-s. Nous devons dénoncer les discours ouvertement pro-sionistes des responsables gouvernementaux actuels.

Nous décidons

- > De tenir les 6èmes Rencontres Nationales des Immigrations et des Quartiers Populaires les 21 et 22 mai avec pour objectifs principaux :
 - de renforcer le FUIQP en tant qu'organisation politique des immigrations et des quartiers populaires
 - De nous mettre en ordre de bataille pour les durs combats qui nous attendent : contre la guerre, contre la casse du droit du travail, contre l'état d'urgence et l'islamophobie d'Etat, contre la criminalisation des militant-e-s anti-sionistes, contre la gestion coloniale des quartiers populaires etc.
- D'approfondir et d'accélérer notre politique de formation de nos militant-e-s pour être à la hauteur, à chaque étape des enjeux qui sont les nôtres;
- > La mise en place de notre site dès le mois de mars 2016 et d'en faire un outil de popularisation des luttes, de construction du FUIQP dans les quartiers populaires et de propagande;
- ➤ De mettre en place trois commissions permanentes transversales : sur la formation politique, sur la participation du FUIQP à l'ensemble des luttes des travailleureuses, à partir du point de vue des immigrations et des quartiers populaires, et sur l'animation politique du site.

pour notre dignité nous nous battrons par tous les moyens nécessaires

Résolution spéciale concernant le combat pour la libération de George Ibrahim Abdallah :

La coordination nationale du FUIQP réaffirme son soutien total au résistant George Ibrahim Abdallah et exige une nouvelle fois sa libération immédiate. Nous proclamons une nouvelle fois notre fierté de le compter comme Président d'honneur. Cette fierté a pour nous valeur d'engagement, de mobilisation de toutes nos forces dans les actions pour exiger sa libération immédiate. Il est de nos luttes, nous sommes de son combat...

Résolution spéciale concernant le révisionnisme colonialiste

La coordination nationale du FUIQP rappelle qu'à l'occasion du 19 mars (date du cessez le feu en Algérie), le président Hollande a fait des déclarations constituant une négation de la lutte de libération du peuple algérien. Cette déclaration est dans la droite ligne de la loi de février 2005 qui affirme le « caractère positif de la colonisation ».

Nous exigeons une reconnaissance politique du caractère de crime contre l'humanité de la colonisation et le retrait de la loi de février 2005.

Les luttes anticoloniales font partie de notre héritage et de notre mémoire. Nos Aînés ont eu raison de lutter.

FUIQP



Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires